
OPINION

Quel avenir pour la lutte contre la hausse des prix des médicaments aux Etats-Unis ?

LE 27 MARS 2025 ⌚ 7 min



Nathalie Coutinet ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/users/nathalie-coutinet](https://www.alternatives-economiques.fr/users/nathalie-coutinet))

Maitresse de conférences en sciences économiques, Université Paris 13

Les Etats-Unis sont confrontés à un problème majeur concernant les prix des médicaments. Ceux-ci sont, en effet, en moyenne trois fois supérieurs ([url:https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA788-3.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA788-3.html)) à ceux des autres pays de l'OCDE, voire quatre fois supérieurs pour les médicaments de marque protégés par des brevets. Compte tenu de ces prix, les dépenses de médicaments ont atteint 989 milliards de dollars en 2022, les Etats-Unis représentant 62 % des ventes mondiales pour 24 % du volume.

Avec un prix moyen par flacon de 98,70 dollars, l'insuline illustre ce phénomène. Selon une étude ([url:https://www.rand.org/news/press/2020/10/06.html](https://www.rand.org/news/press/2020/10/06.html)) de RAND Health Care (2020), les prix américains sont plus élevés que ceux de chacun des 32 pays de comparaison, soit 6,3 fois plus élevés que ceux du Canada, 5,9 fois plus élevés que ceux du Japon et 8,9 fois plus élevés que ceux du Royaume-Uni. L'étude montre également que les prix ont augmenté de 15 à 17 % par an entre 2016 et 2021 rendant la situation insoutenable pour les sept millions de personnes concernées par le traitement.

certains médicaments. Concernant l'insuline, l'objectif était que, à partir de 2025, les bénéficiaires de Medicare ne paient pas plus de 35 dollars par mois leur traitement. Que va-t-il rester de ce projet ?

La newsletter d'Alternatives Économiques

Chaque dimanche à 17h, notre décryptage de l'actualité de la semaine

Adresse email

Votre adresse email ici

S'INSCRIRE

En vous inscrivant vous acceptez [les conditions d'utilisation](https://www.alternatives-economiques.fr/conditions-generales-de-vente-et-utilisation-070720168674.html) et [la politique de confidentialité d'Alternatives économiques](https://www.alternatives-economiques.fr/politique-de-protection-donnees-personnelles-0806201885023.html).

Avec Biden, des réformes inédites

Revenons en arrière. Le 16 août 2022, devant un auditoire composé de membres du parti démocrate du Congrès états-unien, Joe Biden s'est félicité de l'adoption d'une de ses mesures phares de l'[Inflation Reduction Act \(IRA\)](https://www.lefigaro.fr/conjoncture/qu-est-ce-que-l-inflation-reduction-act-sujet-de-friction-entre-l-europe-et-les-etats-unis-20221129). Le président a assuré que l'adoption de cette loi incarne la victoire du peuple contre les intérêts particuliers. C'était en effet une grande réussite pour l'administration Biden, car cette loi à multiples facettes a accompli plusieurs objectifs clés de son programme législatif. Elle a représenté le plus grand investissement jamais réalisé aux Etats-Unis pour le climat et introduit des réformes inédites dans le domaine de la santé.

Le volet santé de l'IRA intègre la possibilité pour Medicare (l'assurance-santé publique pour les personnes âgées et les personnes handicapées, qui couvre près de 64 millions de personnes aux Etats-Unis) de négocier pour la première fois les prix de certains médicaments sur ordonnance – principalement les traitements les plus chers et les plus prescrits. Ceci constituerait une première car traditionnellement, Medicare n'est pas autorisé à négocier les prix des médicaments directement avec les laboratoires pharmaceutiques.

L'IRA impose également des limites aux augmentations annuelles des prix des médicaments. Ainsi, si une entreprise pharmaceutique augmente le prix d'un médicament à un rythme plus rapide que l'inflation, elle sera contrainte de rembourser la différence à Medicare sous forme de pénalités.

La charge de négocier les prix reviendrait au secrétaire gouvernemental à la Santé et aux

Services sociaux. Cette mesure concernerait dix médicaments en 2026, puis quinze autres en 2027 et de nouveau en 2028. Ce nombre passerait à 20 médicaments par an à partir de 2029.

Lobbying des firmes pharmaceutiques

A l'heure où Donald Trump succède de façon tonitruante à Joe Biden, l'industrie pharmaceutique, notamment par l'intermédiaire de l'association des firmes pharmaceutiques, PhRMA (*Pharmaceutical Research & Manufacturers of America*), mène une importante campagne de *lobbying* contre la loi. Pour PhRMA, l'IRA est frein à l'innovation et risque d'engendrer des conséquences désastreuses dans la recherche contre les maladies : « *Permettre au gouvernement de fixer les prix des médicaments va décimer l'espoir de soigner le cancer ainsi que d'autres maladies mortelles.* »

Dans une enquête menée auprès de ses membres, le PhRMA prétend même que plus de 82 % des laboratoires qui ont des projets de recherches sur les maladies cardiovasculaires, la santé mentale, la neurologie, les maladies infectieuses, le cancer ou les maladies rares s'attendent à un impact substantiel sur les dépenses de recherche et développement.

Toujours selon cette enquête, PhRMA indique que de nombreux laboratoires tiennent déjà compte de la loi lorsqu'ils prennent des décisions en matière de recherche et de développement (R&D). La priorité pourrait alors être donnée à des traitements plus rentables ou à des thérapies innovantes dont les prix ne seraient pas plafonnés par les nouvelles régulations.

Le PDG de Seagen, David R. Epstein, s'est également exprimé en ce sens en annonçant que la compagnie prévoit d'abandonner une de ses études menées sur un médicament contre le cancer. Ainsi, selon l'association, la baisse potentielle des revenus consécutive à l'IRA aurait comme conséquence une baisse des investissements en R&D.

Or, les craintes de l'industrie ne sont pas fondées. Le modèle de production sur lequel s'appuient les gros laboratoires, les Big Pharma, est le modèle *blockbuster*, du nom des médicaments qui génèrent un chiffre d'affaires annuel de plus d'1 milliard de dollars¹ ([url:#footnote1_opykjjw](#)), voire des *mégablockbusters*, rapportant 5 milliards dollars par an selon l'agence américaine chargée de la surveillance des médicaments (U.S. Food and Drug Administration) en 2022.

Ce sont justement ces médicaments auxquels s'attaque l'IRA suscitant les craintes des laboratoires qui prétendent que les revenus issus des *blockbusters* permettent de couvrir les coûts des dépenses réalisées dans des recherches infructueuses, celles qui n'ont pas donné lieu à de nouveaux médicaments. Les médicaments ciblés par l'IRA dans les deux premiers volets du programme ont généré un chiffre d'affaires de plus de 300 milliards de dollars aux Etats-Unis.

En réalité, les laboratoires ne s'inquiètent-ils pas surtout des répercussions financières de l'IRA sur leurs revenus et les dividendes versés aux actionnaires ?

Une étude sur l'impact de l'IRA

Une étude économétrique² ([url:#footnote2_gq2xgmt](#)) réalisée par des chercheurs de l'université de Bentley en 2024 a tenté de mesurer l'impact de l'IRA en testant deux hypothèses : la première porte sur l'impact des ventes de médicaments sur les sommes versées aux actionnaires et la seconde analyse les conséquences des ventes de médicaments sur les dépenses de R&D des entreprises.

Les résultats sont sans appel : si la première hypothèse est validée, les ventes de médicaments affectent de façon importante les sommes versées aux actionnaires, la seconde ne l'est pas, les baisses de prix imposées par l'IRA n'ont pas d'effet sur les dépenses de R&D. L'enquête montre que les revenus élevés issus des ventes de médicaments profitent aux actionnaires mais pas à l'innovation.

Il semble donc que, contrairement aux affirmations de PhRMA, les milliards de dollars générés par les ventes de ces *mégablockbusters* n'ont pas été indispensables pour financer la R&D. En revanche, ils ont largement contribué aux rachats d'actions et au versement de dividendes. Et, contrairement à ce qu'affirme PhRMA, les entreprises pharmaceutiques consacrent des dizaines de milliards de dollars de plus aux rachats d'actions et aux dividendes qu'à la R&D.

Mais à l'heure où l'administration Trump mène une guerre tous azimuts contre la science, ces arguments seront-ils entendus ?

L'administration Trump, de manière surprenante, a choisi de défendre la légalité du programme de négociation des prix des médicaments de l'IRA promulguée sous la présidence de Joe Biden. C'est peut-être le reflet de l'importance de ce problème pour l'électorat américain. Cependant, afin de répondre aux protestations des industries pharmaceutiques, le président américain a déclaré qu'il viserait une « *plus grande transparence* » dans ces négociations. L'avenir du programme est donc loin d'être assuré.

Cet article vous est offert pour vous permettre de découvrir Alternatives Economiques. Abonnez-vous pour suivre l'actualité avec un média totalement indépendant. **S'ABONNER**